

### **Axe 3 – Institutions politiques et démocratie**

(animé par Damien Connil, Nathalie Rubio et Marthe Fatin-Rouge Stefanini)

Excusés : T. Di Manno, N. Colodrovschi-Danelciuc, S. de Cacqueray, E. Lagune, C. Geynet-Dussauze

#### **Compte-rendu de la réunion du 2 février 2023**

- objectif des réunions d'axe : permettre à tous ceux qui travaillent sur ces thèmes de se connaître, créer de la dynamique, et favoriser le montage de projets transversaux.
  - Termes de l'intitulé de l'axe à discuter : notion d'institutions politiques, adjectivisation de la démocratie et sens de chaque forme de démocratie décrite
  - Périmètre de l'axe : local, national, européen, international.
- Exemple de thématiques transversales d'actualité : Démocratie et IA, démocratie numérique, nouvelles formes de participation démocratique en Afrique, Asie..., renouveau des institutions politiques, démocratisation de l'UE...
- Incitation et Soutien au montage de projets : petits projets (PHC, IEA CNRS), projets de réseaux (IRN CNRS) ou plus gros : ANR, Horizon Europe...
  - Possibilité de faire venir un intervenant sur la thématique

- tour de table des domaines de compétences et des projets de recherche individuels et collectifs de chacun des participants à la réunion :

- **Emilie Lefebvre (ILF)** : Doctorante. Sujet de thèse : « Le courage des juges constitutionnels » (dir. X. Magnon).

Participe au projet **E-DELIB (Démocratie et libertés à l'ère du numérique : vers la e-démocratie de droit)** (porté par J.-P. Derosier et A. Vidal-Naquet). Travaille dans ce cadre sur plateformes numériques et rôle de l'Etat dans la formation de l'opinion publique ou encore Comment capter le e-citoyen dans l'espace public numérique.

Aurélie Mahalatchimy indique un article sur ce sujet : Éloïse GENNET Aurélie MAHALATCHIMY Les plateformes des politiques de santé de l'Union européenne : un outil de participation civile à la construction du droit », *Revue de l'Union Européenne*, janvier 2023, p. 52. <<https://www.dalloz.fr/documentation/Document?id=RMC/CHRON/2023/0005>>

- **Nicolas Aujard (IE2IA)** : Doctorant. Sujet de thèse : « La démocratie transfrontalière » (dir. D. Connil)

S'interroge sur la manière dont cette démocratie s'organise, notamment à travers les forums citoyens.

- **Servane Le Dû (ILF)** : Doctorante. Sujet de thèse : « Le juge et la loi en France et au Royaume-Uni. Réflexions sur l'autolimitation du juge », (dir. A. Duffy-Meunier et X. Magnon)

A collaboré à un projet de recherche international (JUDICON) dirigé par un collègue hongrois. Ce projet examine le degré de contraintes des cours constitutionnelles par rapport aux Parlements en Europe.

Elle s'intéresse à plusieurs questions : comment le juge peut participer à la démocratie et avoir plus de légitimité par rapport au Parlement ? Quelle frontière entre juridiction constitutionnelle et Parlement ?

- **Clémentine-Eleni Nikolaïdis-Lefrançois** (ILF) : Doctorante. Sujet de thèse : « Le droit fondamental d'accès à l'eau potable : approche comparée » (Dir. M. Fatin-Rouge Stefanini et L. Gay)

A travaillé sur la démocratie participative, notamment environnementale dans le cadre de plusieurs projets de recherches notamment : Projet DECIDE2 : *Le défi citoyen de la démocratie délibérative en France et en Irlande*, PHC France-Irlande, dir. Aurélie Duffy (fr.)/Marie-Luce Paris (Ir) ; Projet PARCIPROPO : *La participation des citoyens aux projets politiques en France et en Hongrie : entre renouveau démocratique et enjeux constitutionnels*, PHC Balaton France-Hongrie (2021-2022), dir. M. Fatin-Rouge Stefanini/Peter Kruzslizc pour la Hongrie. En cours : - *Constitutional reform processes in Ireland, Iceland and France: methods, difficulties and potential to institutionalize citizen empowerment* (COREP), Projet IEA CNRS, Partenaires : M. Fatin-Rouge Stefanini (dir.), Marie-Luce Paris (Ir.) et Kári Hólmarr Ragnarsson (2023-2024)

Dans ce cadre a abordé notamment les enjeux juridiques de la Convention citoyenne sur le climat, les notions de démocratie écologique et environnementale, le domaine de compétences des assemblées citoyennes, la constitution écologique du Chili et son processus d'élaboration démocratique.

- **Nicoletta Perlo** (MCF en détachement CNRS à l'ILF) : A travaillé sur le pluralisme constitutionnel et l'instrumentalisation de celui-ci par les gouvernants, le développement du populisme, l'instrumentalisation du pluralisme par les démocraties illibérales. Essaie de trouver des solutions pour sortir les démocraties de l'illibéralisme.

- **Adriano Evangelisti** (ILF). Docteur en droit en 2022. Sujet de thèse : « Répercussions des Règlements parlementaires sur la forme de gouvernement et sur la qualité de la législation en France et en Italie » (dir. S. De Cacqueray et E. Oliva).

Recherches portant sur : Bicamérisme et autonomie des assemblées parlementaires et en particulier la règle permettant de déroger au droit parlementaire si l'unanimité des membres du Parlement . Étude comparative Italie, États-Unis, Allemagne, Espagne. Intérêt en particulier de cette question en droit parlementaire italien.

- **Chiara Paiano** (CERIC), Docteur depuis décembre 2022. Sujet « *La gestion intégrée des frontières extérieures de l'Union européenne au prisme de l'exigence d'efficacité* » (dir. R. Mehdi).

Dispose d'une formation en sciences politiques et relations internationales à la Sapienza. Peut apporter une contribution à ce titre notamment sur les institutions et la démocratie en Europe.

- **Valentine Delcroix** (CERIC), Doctorante. Sujet de thèse : « *L'autorité des avis scientifiques en droit de l'Union européenne des produits chimiques* » (dir. E. Brosset)

S'intéresse à la question du déficit démocratique de l'Union européenne. Travaille en particulier sur la Commission européenne et les modes de légitimation des institutions de l'Union européenne.

- **Sophie Lamouroux** (ILF) : Maître de conférences, spécialiste de droit électoral et de droit parlementaire. Travaille en particulier avec Sophie De Cacqueray et Sophie Hutier.

A déposé un projet de recherches pluridisciplinaire AMIDEX (avec S. De Cacqueray) sur « Réformer et rénover le processus de décision dans une démocratie » (R2D2). Projet sur 4 ans.

Avec Sophie De Cacqueray et Sophie Hutier proposent trois thématiques de recherches :

- L'accès des Parlements à l'information (cela pose la question des sources et utilisations de l'information à la fois dans la fonction législative, de contrôle et d'évaluation).
- la parlementarisation des assemblées délibérantes locales
- La réforme des méthodes de travail des assemblées qui pourrait être un projet large avec plusieurs éléments ( droit d'amendement, e-parlement....) qui est aussi un enjeu pour nos Parlements et nos démocraties dans un contexte où le temps parlementaire et le temps médiatique ne coïncident pas.

Sophie Lamouroux souhaite développer un projet qui concerne plus la démocratie représentative : « Grandeur, décadence et renaissance de l'élection ».

- **Miguel Fernandez Andujar (IE2IA)** : Doctorant en cotutelle avec Madrid. Sujet : « La participation du peuple à l'élaboration des normes. Étude comparée Italie, Espagne, France, suisse. (co-dir. H. ALCARAZ - S. SANCHEZ FERRO, univ. autonome Madrid).

S'intéresse à la manière dont le peuple peut s'insérer dans les différentes phases de l'élaboration de la norme (initiative, délibération, adoption) et au contrôle juridictionnel.

- **Aurélie Mahalatchimy (CERIC). Chargée de recherches CNRS.**

Domaines de recherches : Droit européen de la santé. Innovations biomédicales. Advanced therapy medicinal products, regenerative medicine, gene therapy, cell therapy, tissue engineering, health systems ; Use of human body elements for research, therapy, industrial and commercial purposes, bioethics.

En lien avec les thématiques de l'axe :

- Les procédures de consultations publiques en thérapie génique et cellulaire : qui participe ? Comment ? problème du refus de participation...
- L'influence de la société civile sur les décisions de justice : ex. dans lequel un juge a pris le parti de la société civile pour accéder à un médicament.
- Légitimité et interactions avec les agences de régulation

- **Sylvie Schmitt (CDPC). MCF.**

Travaille avec J. Giudicelli sur la dépolitisation et la démocratie comme valeur.

A participé à un colloque sur la négociation politique.

Travaux en cours sur la notion d'État profond et sur le droit à la résistance

Travaille également sur les liens entre environnement et démocratie.

- **Caupolicán MAMOLAR CAMARERO (IE2IA).** Doctorant. Sujet : «Droit à l'autodétermination des peuples dans le cadre de la politique étrangère espagnole ». (co-dir. O. Lecucq - J. F. Soroeta Licerias, UPV/EHU)

- **Maria Gudzenko (ILF).** Doctorante : « Les standards internationaux en matière électorale » (dir. P. Gaïa).

Travaille sur les normes internationales relatives à la participation politique. A participé au projet de recherches PAZRCIPROPO (PHC France-Hongrie)

- **Julien Giudicelli (CDPC).** MCF. A réalisé des travaux sur le référendum abrogatif en Italie.

Travaille sur valeurs de la démocratie et valeurs démocratiques.

Les aspects paradoxaux du droit à la résistance

- **Caterina Severino (ILF depuis septembre 2022)**. Professeur. Travaille sur la protection des droits et libertés fondamentaux et la justice constitutionnelle et fait un lien entre ces questions et les institutions.

A développé plusieurs projets sur la vulnérabilité (QPC 2020 avec Hubert Alcaraz et Mission Droit et Justice avec Laurence Gay (en cours)).

Réflexions portant sur : l'impact de la justice constitutionnelle sur l'équilibre des institutions en droit comparé.

L'accès des personnes vulnérables aux systèmes démocratiques et à la prise de décision. Vulnérabilité et participation démocratique.

- **Nathalie** : Professeur. Travaille sur les politiques de l'UE et notamment la politique de cohésion. A publié un article sur le contentieux de l'ICE (Revue de l'UE) et participe à une école d'été dans le cadre de CIVIS portant que la démocratie et les droits fondamentaux.

Particulièrement intéressée par la démocratisation dans la mise en œuvre des politiques de l'UE, la démocratie locale et les nouvelles formes de démocratie participative (Conférence sur l'avenir de l'Europe).

- **Damien Connil**. Chargé de recherche CNRS, IE2IA (Pau). Travaille sur les questions de droit constitutionnel institutionnel. En droit comparé (Portugal, Espagne et mondes lusophones et hispanophones). Travaille plus particulièrement sur les questions de droit parlementaire et de mutations de la démocratie représentative.

- **Marthe Fatin-Rouge Stefanini (ILF)**. Directrice de recherches CNRS. Thèse sur Le contrôle des référendums par la justice constitutionnelle (1999).

Consacre une grande partie de ses recherches aux outils de la participation citoyenne : référendums, initiatives populaires, conventions citoyennes. En droit comparé. Travaux portant également sur les droits fondamentaux et la justice constitutionnelle.

Dirige actuellement un projet de recherche intitulé : « Constitutional reform processes in Ireland, Iceland and France: methods, difficulties and potential to institutionalize citizen empowerment (COREP) ».

Participe à d'autres projets de recherches sur la vulnérabilité, l'environnement. D'autres projets de recherches en cours de dépôt sur participation citoyenne.

À la fin de la réunion, il est proposé de mettre toutes les adresses mails en commun afin de favoriser les contacts et le montage de projets.

Incitation à candidater à des projets PHC (Hubert Curien Campus France). Projets bilatéraux appels tout au long de l'année en fonction des pays.

Proposition d'un débat pour la prochaine séance autour des valeurs de la démocratie après un court exposé de Sylvie Schmitt et J. Giudicelli (sous réserve d'acceptation et de disponibilité)

Restons ouverts à toute proposition.

**Dates de la prochaine réunion 2023 : 19 juin.**